

Délibération n° 2019-04-03/28

Objet : Fixation du montant de l'indemnité versée au personnel administratif - Elections année 2019

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 3 AVRIL 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le trois avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 28 mars 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : B. Conte Arranz

Présents : J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek
C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - P. Nivesse - O. Boudet
B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Ragione - C. Germain - C. Prost - S. Waselynck – I. Gianiel

Absents ayant voté par procuration : A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer ; A. Jamet excusé pouvoir à S. Waselynck.

Absents : G. Riguidel - A. Estève - B. Cosme

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Les agents territoriaux amenés à effectuer des travaux supplémentaires à l'occasion des consultations électorales peuvent :

- 1/soit récupérer ces heures ;
- 2/soit être indemnisés en indemnités horaires pour travaux supplémentaires si le grade le permet ;
- 3/soit percevoir une indemnité de fonctions, sujétions et expertise (IFSE) pour élections, si le grade ne permet pas de percevoir des IHTS.

Le choix de rémunérer les travaux supplémentaires ou de les faire « récupérer » relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale.

1 / La récupération du temps de travail :

La récupération des heures supplémentaires doit être demandée à l'autorité territoriale, compte tenu des nécessités de service.

2/ Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)

Conformément au décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 modifiant le décret 2002-60 du 14 janvier 2002, l'IHTS est versée aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

- les fonctionnaires et agents non titulaires de catégorie C ;
- les fonctionnaires et agents non titulaires de catégorie B.

Le taux horaire est déterminé en prenant pour base exclusive le montant du traitement brut annuel de l'agent concerné, divisé par 1820.

Les heures supplémentaires sont indemnisées à hauteur de 125 % du taux horaire pour les 14 premières heures et 127 % du taux horaire au-delà, dans la limite de 25h00.

L'heure supplémentaire est majorée des 2/3 lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié, ces deux majorations ne pouvant se cumuler et les heures de nuits de 100%, la plage horaire des heures de nuit est de 22h à 7h.

3/ Le versement des indemnités forfaitaires complémentaires pour élections

➤ Conditions :

Cette indemnité peut être versée aux fonctionnaires :

- qui ont effectivement accompli des travaux supplémentaires à l'occasion de la consultation électorale ;
- qui occupent un emploi susceptible d'ouvrir droit à l'Indemnité de Fonctions, Sujétions et Expertise (IFSE) et qui sont exclus du bénéfice des IHTS ;
- qui bénéficient de l'Indemnité de Fonctions, Sujétions et Expertise (IFSE).

Une décision de l'organe délibérant est nécessaire sur le principe du versement de l'indemnité et, le cas échéant, pour voter les crédits correspondants.

➤ Calcul de l'indemnité :

Soit à Pérols 2 agents de catégorie A bénéficiaires de l'IFSE qui travaillent lors des consultations électorales :

- la valeur de référence de l'IFSE des attachés groupe A1 ou A2 est de 539,36 euros,

Le calcul s'établit comme suit :

$539,36 \text{ euros} \div 2 \text{ agents} = 269,68 \text{ euros par agent.}$

Les taux pourront être doublés lorsque la consultation aura donné lieu à 2 tours de scrutin.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le principe du versement d'indemnités, pour compenser les travaux supplémentaires effectués par les agents à l'occasion des consultations électorales ;
- Approuver le montant du crédit global des Indemnités de Fonctions, Sujétions et Expertise (IFSE).pour élections tel que défini ci-dessus ;
- Dire que les dépenses correspondantes sont imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget de l'exercice en cours, sur le chapitre 012 consacré aux dépenses de personnel ;
- Décider que cette délibération est valable pour les élections organisées durant l'année 2019.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité (26 voix pour).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 3 avril 2019
Le Maire
Jean-Pierre RICO

